

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-sept juin, le Comité Syndical de Nouvelle-Aquitaine Mobilités, légalement convoqué, s'est réuni en séance sous la Présidence de **M. Renaud LAGRAVE**, son Président, selon les modalités de la

- loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;
- loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire (dans sa version modifiée par les lois du 5 août et 11 septembre 2021).
- loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Convocation faite le 16 mai 2022

Nombre de délégués : 18

Nombre de voix : 53

Présents titulaires (16) :

Monsieur Frankie ANGBAULT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Madame Sylvie AUBERT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Monsieur Gilles BEGOUT pour Limoges Métropole

Monsieur Mathieu BERGÉ pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Michel CAPERAN pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Michel COUZIGOU pour la Communauté d'agglomération Val de Garonne

Monsieur Philippe DELHOUME pour la Communauté d'agglomération de Saintes

Monsieur Christophe DUPRAT pour Bordeaux Métropole

Monsieur Olivier GEORGIADIS pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux

Monsieur Renaud LAGRAVE pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Alain LECOINTE pour la communauté d'agglomération du Niortais

Monsieur Hindeley MATTARD pour la communauté d'agglomération de Grand Châtelleraut

Madame Claude MELLIER pour Bordeaux Métropole

Monsieur Frédéric MELLIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Marc OXIBAR pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Patrick ROUGEOT pour la communauté d'agglomération du Grand Guéret

Présents suppléants (2) :

Madame Marie-Christine BOURDIEU pour le Communauté d'agglomération du Marsan

Monsieur Guillaume GARRIGUES pour Bordeaux Métropole

Excusés (26) :

Monsieur Serge ARCOUET pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Thierry AUROY-PEYTOU pour la Communauté d'agglomération Bergeracoise

Monsieur Bertrand AYRAL pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Gérard BAGNOL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive

Monsieur Claude BAUDIN pour la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

Monsieur Julien BAZUS pour la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

Madame Pascale BELLE pour la Communauté d'agglomération du Grand Cognac

Monsieur François CAREME pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux

Madame Frédérique CHARPENEL pour la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud

Monsieur Jacques COLOMBIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Xavier DANÉY pour la Communauté d'agglomération d'Arcachon Nord

Monsieur Jacky EMON pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Jean-Pierre ETCHEGARAY pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Michel GERMANEAU pour la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême

Monsieur Dany GRELLIER pour la Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais

Monsieur Jean-François IRIGOYEN pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Jean-Marie LAGEDAMONT pour Limoges Métropole

Monsieur Thierry LESAUVAGE pour la communauté d'agglomération Rochefort Océan

Monsieur Jean-Luc MARTIAL pour la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême

Madame Line MEODE pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Patrick MERCIER pour la communauté d'agglomération du Libournais

Monsieur Nicolas PATRIARCHE pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Monsieur Christian PRADAYROL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive

Monsieur Daniel RINGENBACH pour la Communauté d'agglomération Tulle Agglo

Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH pour Bordeaux Métropole

Monsieur Dominique SIX pour la Communauté d'agglomération du Niortais

Pouvoirs (1) :

Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH à Madame Claude MELLIER

Secrétaire de séance :

Monsieur Frédéric MELLIER est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'elle accepte.

DELIBERATION 2022_020 : DECISION(S) DU PRESIDENT – MOIS DE MARS A JUIN 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du préfet de la Gironde portant création du Syndicat Mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités, notamment son article 11.2,

Vu la délibération 2021_018 du comité syndical du 4 octobre 2021 relative à la délégation du Comité Syndical au Président,

Considérant le besoin d'assurer la continuité du fonctionnement du Syndicat en cette période,

Considérant que le Comité Syndical a délégué des attributions au Président du Syndicat Mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités dans 9 domaines prévus par l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que le Président du Syndicat Mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités doit rendre compte à chacune des séances du Comité Syndical des attributions exercées par délégation,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

des décisions sur la période de mars à juin 2022 mentionnées ci-dessous :

Référence	Date	Objet	Fournisseur / Tiers	Coût / Détail
Marché 20210201	22 mars 2022	Signature d'un avenant : Yokwé cède sa place à Répliq	REPLIQ	sans
Convention de financement de projet	31 mars 2022	Plan de Relance « volet Mise à niveau de collectivités territoriales »	Ministère de la transformation et de la Fonction Publiques	Recette de 328 427 €
Marché P0020210207-2	20 avril 2022	Signature de l'acte d'engagement du marché relatif au développement, mise en œuvre, exécution et maintenance : Lot 1 MaaS	MOOVIT	1 735 272 € sur 4 ans
Délibération 2022_08	12 mai 2022	Convention de financement des études sur les corridors Cars Express	REGION NOUVELLE AQUITAINE	284 040 €

Référence	Date	Objet	Fournisseur / Tiers	Coût / Détail
Marché P0020210207-4	17 juin 2022	Signature de l'acte d'engagement du marché relatif au développement, mise en œuvre, exécution et maintenance : Lot 4 M-Ticket Modalis	DIGIMOBEE	770 040 € sur 3 ans

Le Président,

Renaud LAGRAVE,

Délais et voies de recours contentieux :

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire/ Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement au Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr